

COMMUNIQUE

Encore un PLF d'austérité

En poursuivant et renforçant la rigueur budgétaire pour viser une baisse artificielle du déficit public selon une vision idéologique et en y ajoutant une réduction du rendement de l'impôt sur le revenu pour des raisons politiques, le PLF 2016 fragilise encore les services publics de la République et accroît la suppression de missions et prestations publiques et sociales.

Afin de financer le pacte de responsabilité et ses 41 milliards d'aides publiques aux entreprises sans contreparties ni effet sur l'emploi, les 50 milliards d'économies publiques imposées sur 2015/2017 vont pour 2016 peser à hauteur de 16 milliards sur les services publics et sociaux.

Pourtant, les conséquences de 18 milliards de réductions budgétaires en 2015 sont déjà très concrètes : les effets de la rigueur sur l'emploi local sont dévastateurs, les inégalités et la paupérisation explosent et les suppressions des services publics et sociaux de proximité n'ont jamais été aussi importantes.

Ce projet de budget est de plus injuste fiscalement : il réduit encore un peu plus le poids du seul impôt progressif dans le système fiscal tout en augmentant la fiscalité injuste sur la consommation et celle environnementale. D'une certaine manière, ce qui est « donné » à quelques ménages sous forme de baisse d'impôt sur le revenu est repris à tous via la baisse des dépenses d'interventions publiques qui regroupent les dépenses sociales et les dépenses liées au logement par exemple.

Pour FORCE OUVRIERE, comme le PLFSS, ce PLF est à nouveau un budget d'austérité. Comme les précédents, ils viennent affaiblir la République, et sont suicidaires socialement, économiquement et démocratiquement.

Paris, le 1^{er} octobre 2015

Pascal PAVAGEAU, Secrétaire confédéral ☎ 01 40 52 84 45 - 📠 06 76 77 70 39

✉ pascal.pavageau@force-ouvriere.fr